

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL CÉPÈDE

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 93 (1952), p. 133-139

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1952__93__133_0

© Société de statistique de Paris, 1952, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VIII

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

M. M. Augé-Laribé ayant souhaité être remplacé dans la rédaction de cette chronique, j'ai accepté sur son conseil de prendre dans ce journal sa difficile succession. Sans doute placé, comme il le fut lui-même, à une source de documentation statistique, je m'efforcerai de donner de la situation agricole le tableau qu'on en peut tirer, selon sa propre expression, « d'après les documents

officiels ». Il me sera plus difficile d'ajouter à cette description les commentaires si pénétrants, voire incisifs, de M. Augé-Laribé.

L'année agricole 1950-1951 a confirmé l'impression de récession donnée par la campagne précédente. Les conditions météorologiques, sans être franchement mauvaises, n'ont pas été comme en 1947-1948 et 1948-1949 exceptionnellement favorables aux céréales. La sécheresse qui les avait alors favorisées n'a pas reparu en 1950-1951 et les productions fourragères ont accentué l'avance qu'elles avaient reprise dans la campagne précédente. Par contre, les betteraves industrielles et les pommes de terre ont régressé et la production viticole est très inférieure à celle de l'an dernier. Voici d'ailleurs les chiffres définitifs de 1950 et 1951 comparés à la moyenne 1930-1939 :

	MOYENNE ⁴ 1930-1939	1950	1951
	(en milliers de quintaux)		
Blé	80.496	77.018	71.159
Métell	971	418	351
Seigle	7.879	6.062	4.896
Orge	11.041	15.719	16.644
Avoine	47.403	33.050	36.886
Maïs	5.349	4.043	6.905
Sarrasin	3.109	734	898
Mélanges de céréales	—	1.356	1.489
Pommes de terre (primeurs et nouvelles de plein champ)	10.397	6.327	5.928
Pommes de terre (autres de plein champ)	146.175	123.099	114.311
Betteraves industrielles	91.171	135.758	118.403
Betteraves fourragères	326.697	388.807	358.153
Total des oléagineux	160	1.582	1.974
Total des légumes secs	2.508	1.928	2.087
Prairies artificielles	112.441	132.958	160.859
Prairies temporaires	17.365	32.927	38.846
Fourrages annuels	24.560	31.825	38.365
Prés naturels de fauche	179.461	173.972	205.429
Vins (milliers d'hl.)	58.885	65.133	25.858

En analysant ces productions en surfaces et rendements, on constatera que sauf l'orge qui continue sa progression et le maïs qui amorce la sienne, les céréales reculent en surface, principalement du fait des conditions de l'hiver et du printemps. De même les pommes de terre.

En ce qui concerne les rendements, il faut sans doute ajouter aux conditions météorologiques le fait que depuis que vers 1947 les consommations d'engrais ont retrouvé leurs niveaux d'avant 1939, elles n'ont pas connu l'expansion prévue aux divers plans.

Si les circonstances exceptionnelles des campagnes 1947-1948 et 1948-1949 ont pu donner l'impression que l'élévation des rendements en blé était acquise et compensait la réduction des surfaces, le retour à des conditions naturelles plus « normales » en 1950 et médiocres en 1951 oblige à reconnaître que les progrès techniques espérés n'ont pas été complètement réalisés.

Deux causes peuvent être invoquées pour expliquer ces faits : l'insuffisance de la vulgarisation agricole qui n'a pas permis d'étendre à l'ensemble des exploitations françaises les progrès considérables réalisés par une petite élite, les difficultés de trésorerie résultant de l'évolution des rapports entre prix agricoles et prix industriels survenue après les mesures financières dont le prélèvement Mayer est la plus importante.

Quelles que soient les causes voici les chiffres :

	MOYENNES 1930-1939		1950		1951	
	Milliers d'hectares	Quintaux par hectares	Milliers d'hectares	Quintaux par hectares	Milliers d'hectares	Quintaux par hectare
Blé	5.228	15,4	4.319	17,8	4.250	16,7
Seigle	680	11,6	504	12	461	10,6
Orge	750	14,7	962	16,3	1.019	16,3
Avoine	3.334	14,3	2.353	14	2.272	16,2
Mais	340	15,8	325	12,4	349	19,8
Pommes de terre (primeurs ou nouvelles de plein champ)	119	87,2	61	104,3	56	105,7
(autres de plein champ)	1.294	113,	927	132,7	918	125,1
Betteraves industrielles	318	287	395	343,6	407	290,9
Betteraves fourragères	893	366	848	458,3	849	415,8
Total oléagineux	14	11,2	152	10,4	169	11,7
Total légumes secs	254	9,9	236	8,2	232	8,8
Prairies artificielles	2.931	38,4	3.156	42,1	3.277	49,1
Prairies temporaires	549	31,6	1.047	31,4	1.053	36,9
Fourrages annuels	722	34	814	39,1	814	47,1
Prés naturels fauchés	5.564	32,2	5.214	33,4	5.241	39,2

En Camargue sur environ 18.000 hectares les 70.000 tonnes de riz paddy ont été vraisemblablement atteints fournissant près de la moitié de la consommation française en riz blanc. Les rapports de prix et l'abondance des ressources fourragères ont permis au cheptel de rente de continuer sa progression, en particulier pour les bovins et les porcins. L'espèce chevaline restant pratiquement constante avec environ 300.000 têtes de moins qu'en 1938.

Effectifs des animaux de ferme au 1^{er} octobre 1951.
(milliers de têtes).

	1938	Octobre 1950	Octobre 1951	DIFFÉRENCES entre 1951 et 1938
Espèce chevaline	2.692	2.397	2.380	— 312
Espèce bovine	15.621	15.801	16.240	+ 619
Espèce ovine	9.872	7.510	7.585	— 2.287
Espèce porcine	7.127	6.824	7.222	+ 95

Le commerce international a subi le double effet des variations de la production et des mesures de libéralisation des échanges en particulier dans le cadre de l'O. E. C. E.

En valeur nos importations agricoles de l'étranger croissent plus vite que celles d'outre-mer, tandis que nos exportations agricoles vont de plus en plus vers les autres territoires de l'Union française.

Importations (Milliards de francs).

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER X 100 outre-mer	
	Agri-coles	Totales	% (1/2)	Agri-coles	Totales	% (4/5)	Agri-coles	Totales
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1949	116,6	685,7	17	202,1	240,6	84,1	57,6	285
1950	126,7	792,4	15,9	237,2	280,2	84,7	53,4	282
1951	199	1.271,7	15,6	251,9	338,3	74,5	79,2	375

Exportations (Milliards de francs).

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER X 100 outre-mer	
	Agri- coles	Totales	% (1/2)	Agri- coles	Totales	% (4/5)	Agri- coles	Totales
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1949	65,3	457,2	14,3	50,9	326,7	15,6	128	139
1950	113,7	685,7	16,6	65,3	380,7	16,0	174	177
1951	140	932,9	15	84,4	544,8	15,5	150	171

Le commerce spécial avec l'étranger se répartit ainsi entre les principaux produits :

Commerce spécial avec l'étranger.

	UNITÉS	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
		1949	1950	1951	1949	1950	1951
Chevaux traits et selle	Tête	413	295	348	9.174	6.753	3.558
Chevaux boucherie	—	1.539	4.203	27.440	418	4.974	5.570
Bovins	Quintaux	12.024	10.472	135.487	—	—	16.199
Porcins	—	24	36	119.692	12.177	92.712	8.031
V viande de bœuf	—	12.728	1.790	67.746	37.118	106.885	81.339
V viande de porc	—	120	1.019	240.702	50.493	104.033	20.740
Salaisons et conserves de viande	—	648	1.732	4.088	52.839	240.817	332.897
Lait concentré	—	163.720	60.155	53.610	537	8.288	858
Beurre	—	253.192	185.804	135.677	58	220	796
Fromage	—	91.801	232.640	90.331	62.409	50.935	45.465
Œufs	—	6.950	24.915	40.419	22.025	136.478	94.496
Légumes frais	—	611.254	869.091	460.152	501.571	725.349	830.496
Pommes de terre	—	954.766	2.807.570	1.103.919	1.652.714	155.872	525.667
Légumes secs	—	123.760	126.689	332.035	154.471	101.049	55.692
Raisins frais	—	5.839	4.932	14.329	127.920	319.924	267.084
Fruits à pépins	—	42.846	367.444	601.962	391.691	87.952	346.654
Fruits à noyaux	—	22.828	25.506	53.048	111.099	70.956	56.530
Baies comestibles	—	5.208	15.748	26.105	49.345	44.013	44.915
Blé	—	3.744.295	216.635	1.747.909	769.894	5.512.153	5.000.657
Céréales secondaires	—	5.973.245	7.011.860	5.885.720	69.329	1.723.137	199.163
Riz	—	214.666	630.579	424.318	7	136	674
Farines de céréales	—	237.177	5.129	371	6.437	150.824	661.133
Sons	—	375	15.380	127.880	1.173.323	486.999	622.760
Pailles et fourrages	—	4.608	39.400	3.577	784.137	535.564	3.152.269
Sucre	Qx. bruts	2.071.077	1.917.020	711.970	172.746	562.523	651.938
Vins et apéritifs	Hls.	1.269.182	172.440	83.812	475.467	709.759	785.209
Eaux-de-vie	El. alcool pur	786	902	1.786	86.725	97.441	125.004

La présentation de la *Statistique Agricole annuelle* a subi avec le volume 1949 des modifications sensibles répondant à un double souci de normalisation et d'économies. Le format normalisé 21 × 27 a été adopté, certains tableaux ont été ou simplifiés ou même quelquefois supprimés. Les principales modifications portent :

1° Sur les prix à la production qui ne sont plus donnés par département mais font l'objet d'un tableau indiquant le prix moyen de chaque produit pour l'ensemble de la France;

2° Sur les valeurs qui ne sont plus données également que sur le plan national;

3° Sur l'approvisionnement de Paris pour lequel ont été seulement retenus les renseignements généraux annuels;

4° Sur les tableaux rétrospectifs qui ont été supprimés et qui, à l'avenir, ne seraient publiés que tous les cinq ans au lieu de l'être tous les deux ans (derniers parus en 1947).

Il faut souligner que certains renseignements complémentaires et dont la valeur d'actualité ne saurait s'accommoder des longs délais d'impression de la statistique annuelle, se trouvent dans le fascicule d'Information Économique et Statistique de la Revue du Ministère de l'Agriculture, il en est ainsi de la situation agricole mensuelle, de celle du crédit agricole et de nombreux renseignements sur certains prix et marchés, le commerce extérieur, etc...

C'est également la Revue du Ministère de l'Agriculture dans son fascicule *Études et Monographies* de février 1952 qui a publié, en 11 pages de graphiques, les résultats de l'étude effectuée par MM. Desbrousses et Dumant d'après les documents réunis par les Ingénieurs des Services Agricoles sur la valeur vénale des terres labourables et des herbages en 1950 dans chaque petite région agricole en France donnant pour chaque catégorie les valeurs minima, moyennes et maxima.

Deux enquêtes par sondage ont été réalisées. La première avait pour but de recueillir, auprès des exploitants agricoles, des informations sur les effectifs de la main-d'œuvre salariée permanente et les salaires pratiqués dans le courant du 2^e trimestre 1951. Cette enquête a été exécutée par les contrôleurs des lois sociales en agriculture. L'échantillon comprenait 2.000 exploitations ayant des salariés choisies par un tirage au hasard à deux degrés : le premier effectué par l'I. N. S. E. E. portait sur les communes, le second, effectué par les contrôleurs selon des règles très strictes, portait sur les exploitations ainsi recensées ayant des salariés.

Le taux d'échantillonnage moyen ressort à 1/200 environ.

Le nombre total des exploitations ayant des salariés, évalué à partir des résultats du sondage, serait de 450.000 environ comme dans le recensement de 1946.

La répartition des exploitations selon le nombre des salariés est elle-même très voisine de celle du recensement de 1946 :

NOMBRE DE SALARIÉS	1	2	3	4	5	6 et plus	TOTAL
Recensement de 1946	64,4	19,9	6,9	3,2	1,6	3,9	100
Sondage 1951	64,5	19,3	7,1	3,6	1,8	3,8	100

Elles comportent 56,8 en faire valoir direct, 38,5 en fermage, 4,2 en métayage. 0,5 en autres modes.

Le nombre total des salariés agricoles permanents pourrait être évalué d'après le sondage 1951 à 850.000 environ (recensement de 1946 : 864.725) se répartissant comme suit :

	TOTAL	dont :			
		logé et nourri	logé seulement	nourri seulement	ni nourri ni logé
I — Personnel de direction	1,5	20	70	—	10
II — Ouvriers qualifiés	28,3	36,6	29,6	6,3	27,5
III — Domestiques, ouvriers agricoles (hommes)	49,9	64,7	11,8	10,5	18
IV — Servantes de ferme	10,0	84	9,6	3	3,4
V — Ouvriers à capacité réduite, jeunes gens	10,3	82,3	5,1	4,8	7,8
	100	59,8	16,8	7,8	15,6

Les salaires indiqués résultent des *déclarations des employeurs*. Régionalement les plus élevés pour la catégorie III la plus nombreuse sont pratiqués dans le Nord et la région parisienne, les plus faibles dans le Sud-Ouest.

Selon le nombre de salariés employés ils sont dans cette catégorie de :

	1 salarié	2 à 4	5	6 et plus
Salaire moyen mensuel	6.650	7.500	7.900	9.500

Selon les catégories et les modes de rémunération les salaires moyens mensuels étaient de :

	LOGÉ ET NOURRI	LOGÉ SEULEMENT	NOURRI SEULEMENT	NI LOGÉ NI NOURRI
I	11.275	16.535	—	20.416
II	10.000	15.164	11.306	15.742
III	7.152	11.865	9.606	14.019
IV	5.786	10.434	7.708	13.036
V	3.629	7.285	4.820	9.187

La masse des salaires versés mensuellement en espèces par les exploitants agricoles à ces employés permanents pendant le 2^e trimestre 1951, serait ainsi de l'ordre de 7,2 milliards de francs et en y ajoutant la valeur des prestations (nourriture et (ou) logement) pour le personnel en bénéficiant, on arrive à un total de 10,8 milliards.

La répartition des effectifs selon les tranches de salaires serait de :

	— de 5	5 à 8	8 à 12	12 à 16	16 à 20	+ de 20	TOTAL
Logé et nourri	22,1	46,2	25,4	5,9	0,1	0,3	100
Nourri seulement . . .	5,5	27,8	44,8	21,3	0,6	—	100
Logé seulement	3,2	6,1	21,7	43,8	18,6	6,6	100
Ni logé ni nourri . . .	0,5	3	10,1	68,3	20,6	2,5	100

La seconde enquête préparée en 1951 et réalisée au début de 1952 avait pour but de chercher à déterminer la quantité globale : « Investissements agricoles ». Si les pouvoirs publics peuvent déterminer aisément pour chacune des catégories d'investissements la valeur de l'équipement réalisé lorsqu'il y a appel au Fonds National de Modernisation et d'Équipement, la quasi-totalité de l'auto-investissement ne peut être saisie ni localisée. Le recensement exhaustif coûtant trop cher pour pouvoir être seulement envisagé et les procédés d'estimation étant beaucoup trop imprécis, restait la méthode du sondage; mais ce sondage était d'une difficulté sans précédent, sans commune mesure en particulier avec celle rencontrée dans le sondage « salaires ». Le choix s'est porté sur une méthode au 1/500 environ. Le double choix au hasard des communes et des exploitations dans les communes a été effectué par l'I. N. S. E. E. de sorte que les enquêteurs ont été informés des exploitations dans lesquelles ils devaient se rendre. Les renseignements recueillis sont en cours d'analyse et il est trop tôt pour faire leur critique. Néanmoins, il est

possible de tirer une leçon de certains incidents qui se sont produits au cours de l'enquête et de penser que les résultats de celle-ci ne seront en rien comparables comme précision et valeur à ceux de la précédente. Celle-ci en effet ne portant que sur les entreprises ayant des salariés permanents évitait systématiquement les fausses exploitations agricoles figurant sur les listes puisque ces exploitations étaient toutes éliminées comme n'employant pas de salariés.

Nous avons par contre rencontré un nombre non négligeable d'exploitations inexistantes dans les listes des fermes désignées. En outre il semble que la masse des investissements ne se soit réalisée que dans des fermes d'une certaine importance; introduire dans l'échantillon un grand nombre d'exploitations trop petites réduit automatiquement le nombre des exploitations enquêtées susceptibles de répondre utilement à l'enquête. Enfin la participation au second degré du choix des fonctionnaires spécialisés dans l'objet même de l'enquête et qui étaient les enquêteurs eux-mêmes, a certainement été pour une grande part un élément de la réussite de l'enquête sondage « salaires ». De toutes façons, il n'est pas possible d'espérer avec un sondage au 1/500 d'obtenir des renseignements ayant quelque valeur au stade départemental, un essai de division en 9 régions comprenant de 7 à 12 départements permettra de tenter une répartition géographique. Il apparaît donc au moins prématuré de conclure de ces deux expériences, en fait de la seule première la plus aisée, puisque la seule terminée, que : « le coût relativement faible de ce procédé d'enquête devrait inciter les services officiels à y avoir recours d'une manière systématique ». Non seulement l'enquête sondage suppose des recensements périodiques complets, et nous savons la situation sur ce point, mais encore il serait indispensable que des recherches faites en commun par les statisticiens ayant quelques lumières en matière agricole et les agronomes ayant une pratique de la statistique permettent d'approfondir les méthodes adaptées à la statistique agricole.

Je me permettrais d'avancer que, si nous avions des recensements suffisamment rapprochés, décennaux par exemple comme jusqu'en 1892 compris, et détaillés, nous pourrions employer des enquêtes sondages malgré l'extrême diversité de notre agriculture en tenant compte du fait que si nos milieux agricoles sont nombreux et divers, ils ne sont cependant pas sans liens, isolés dans leur originalité individuelle et pourraient être selon les divers points de vue correspondant à un problème déterminé, placés sur des échelles continues... Mais les quelques chercheurs qui pourraient réaliser ces études, sont, malgré leur extrême bonne volonté, absorbés par le travail obscur et décevant d'établir, avec une effrayante pénurie de moyens, les statistiques agricoles dont malgré les critiques qu'elles peuvent susciter et dont le « livre blanc » de l'I. N. S. E. E. : *Les Statistiques agricoles*, récemment paru, fait le sévère procès, on peut affirmer qu'elles sont ce qui peut être obtenu de meilleur pour le prix qu'elles coûtent au moins en crédits budgétaires. Comme le dit en conclusion de la préface qu'il donne à cette étude, le Directeur général de l'I. N. S. E. E. : « Si en quelques points, ce « livre blanc » prend la forme d'un procès-verbal de carence ce n'est point le statisticien qu'il faut incriminer ».

Michel CÉPÈDE.